

Non aux initiatives phytos

Argumentaire du PLR.Les Libéraux-Radicaux

1. Initiative sur les pesticides et initiative pour une eau potable – de quoi s'agit-il ?

Le 13 juin, les Suissesses et les Suisses voteront sur deux **initiatives sur les produits phytosanitaires** impactant l'agriculture, l'**initiative sur l'interdiction des pesticides** et l'**initiative sur l'eau potable**. Contrairement à ce que suggèrent les initiatives, la production d'aliments sains et une eau potable sont déjà assurées : le Conseil fédéral et le Parlement ont déjà adopté des mesures plus ciblées et mesurées dans ce domaine. Le PLR rejette les deux initiatives qui sont trop extrêmes dans leur mise en œuvre.

Initiative populaire fédérale « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse »

L'initiative pour l'interdiction des pesticides veut une pure et simple interdiction de tous les pesticides de synthèse dans la production agricole, la transformation des produits agricoles et l'entretien du territoire. L'importation de denrées alimentaires contenant des pesticides de synthèse ou produites à l'aide de ceux-ci doit également être interdite. Ces réglementations étatiques extrêmes en matière de production conduisent de facto à une obligation de la production biologique. Cela restreint massivement la liberté de choix des consommateurs et désavantage sérieusement l'industrie alimentaire suisse par rapport aux producteurs étrangers. À cela s'ajoute la violation des accords commerciaux internationaux.

Initiative populaire fédérale « Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique »

L'initiative sur l'eau potable exige que seules les exploitations qui renoncent aux pesticides et à l'utilisation préventive d'antibiotiques, et dont le bétail est nourri avec des aliments produits par l'exploitation elle-même, reçoivent des paiements directs. Cette exigence a des conséquences négatives considérables : notre liberté de choix, la recherche et l'innovation seront restreintes et une sorte de romantisme d'autosuffisance sera subventionné par l'État. Dans le même temps, l'initiative manque son objectif et entraîne au final une plus grande pollution de l'environnement.

Une eau potable propre et une alimentation saine sont déjà garanties

- › L'agriculture est toujours une intervention dans la nature. Cependant, nous ne pouvons pas nous passer des produits agricoles, car ils constituent la base de notre alimentation.
- › Contrairement à ce que suggèrent les initiatives, une alimentation saine et une eau potable propre continueront d'être garanties à l'avenir. Le Conseil fédéral et le Parlement ont pris diverses mesures à cette fin. Un exemple concret est le [plan d'action sur les produits phytosanitaires](#) et l'initiative parlementaire 19.475 « [Réduire le risque de l'utilisation des pesticides](#) ». Ces deux mesures reprennent la préoccupation centrale des initiatives et assurent une meilleure protection de l'eau et de l'eau potable contre les pesticides.
- › En outre, l'utilisation de pesticides a diminué de 27 % au cours des dix dernières années. Au niveau mondial, la Suisse possède les normes les plus élevées en matière de qualité des aliments et d'eau potable.

Position du Conseil fédéral et du Parlement

Le Conseil fédéral estime également que l'initiative pour l'interdiction des pesticides et l'initiative sur l'eau potable sont trop extrêmes. Il rejette les deux initiatives sans contre-projet.

Votation au Parlement sur l'**initiative sur les pesticides** :

- › Conseil national : 78 oui contre 111 non – groupe PLR à l'unanimité contre (1 abst.)
- › Conseil des États : 9 oui contre 31 non – groupe PLR à l'unanimité contre

Votation au Parlement sur l'**initiative pour un eau potable** :

- › Conseil national : 78 oui contre 107 non – groupe PLR à l'unanimité contre (3 abst.)
- › Conseil des États : 9 oui contre 31 non – groupe PLR à l'unanimité contre

2. Pourquoi non à l'initiative extrême pour l'interdiction des pesticides ?

› Non à une « contrainte biologique » imposée par l'État

Avec cette initiative, seuls les aliments issus de l'agriculture biologique peuvent être produits et importés en Suisse. Les consommateurs seraient ainsi contraints d'acheter uniquement des produits biologiques. Les aliments produits de manière conventionnelle, qui représentent 90 % de l'offre actuelle, disparaîtraient des rayons des magasins. Une grande majorité des produits que nous connaissons et aimons, et que nous consommons tous les jours, seront perdus. Cela signifie une restriction massive de la liberté de choix.

De plus, cette « contrainte biologique » ne répond pas aux besoins de la population. Un peu moins d'un produit sur dix dans le panier d'achat des Suisses est bio. Ceci est également dû au prix plus élevé, que de nombreuses personnes ne veulent ou ne peuvent pas payer. L'initiative impose donc un diktat de l'offre qui est déconnecté de la réalité.

Les produits biologiques ne sont pas non plus épargnés : de nombreux produits phytosanitaires biologiques contiennent des additifs synthétiques et sont donc également concernés par l'interdiction.

› Non au désavantage concurrentiel pour l'industrie alimentaire suisse

L'initiative mettra toute l'industrie alimentaire suisse dans une position désavantageuse. A l'avenir, elle devra produire selon les normes biologiques et ne pourra transformer que des matières premières issues de l'agriculture biologique. En conséquence, les coûts de production grimperont à des niveaux excessifs par rapport aux producteurs étrangers. Ce qui aura pour conséquence un sérieux désavantage concurrentiel : les industries en amont et en aval seraient également touchées. Ceci fait peser la menace de la destruction de l'industrie de transformation nationale et la délocalisation des emplois du secteur à l'étranger. Cette situation serait fatale pour l'économie suisse déjà touchée par la crise du coronavirus.

Le café, le fromage et le chocolat suisses seraient particulièrement touchés par les nouvelles règles de production selon les normes biologiques. Par exemple, en tant que gros pays producteur de chocolat, nous aurions besoin à l'avenir de 50 % de la production mondiale de cacao biologique pour maintenir la production nationale. C'est tout simplement irréaliste et cela nuit à la Suisse en tant que site économique.

› Non à la violation des accords commerciaux internationaux

L'interdiction prévue par l'initiative pour l'interdiction des pesticides, qui exclut de nombreux produits de l'importation, viole de nombreux accords commerciaux internationaux – la Suisse doit donc s'attendre à des conséquences touchant un large éventail de secteurs. L'inscription probable sur une liste noire nuit à notre industrie d'exportation et à la réputation de la Suisse.

› Non à plus de gaspillage alimentaire

L'initiative restreint l'utilisation de désinfectants et de produits de nettoyage. Cela réduit la durée de conservation des produits et entraînera une augmentation des déchets alimentaires.

L'abandon des produits phytosanitaires et des pesticides se traduit également par une augmentation des pertes et des mauvaises récoltes dues aux parasites, aux maladies et aux mauvaises herbes. La grave pénurie d'offre qui en résultera entraînera une nouvelle hausse significative des prix.

3. Pourquoi non à l'initiative anti-libérale sur l'eau potable ?

› Non à la réduction du choix

La population suisse peut déjà choisir entre des produits provenant de différentes régions, de différents modes de culture et de différentes catégories de prix. L'initiative met en péril cette même liberté de choix.

Sans l'utilisation de produits phytosanitaires, la production locale et régionale sera moindre et les consommateurs devront dépenser plus cher pour leurs courses : les aliments deviendront environ 50% plus chers et la production alimentaire régionale diminuera de 30%. Un Non à l'initiative, c'est un Oui à la liberté de choix.

› Non à un romantisme autarcique subventionné par l'État

Les agriculteurs ne devraient nourrir leurs animaux de rente qu'avec des aliments qu'ils produisent eux-mêmes. Ceux qui achètent des aliments pour animaux ne recevront plus de paiements directs. Avec l'initiative, l'autosuffisance, en revanche, est encouragée par des fonds publics. Une telle demande illibérale, qui se fonde sur l'autosuffisance plutôt que sur le libre-échange, ne peut et ne doit pas être soutenue.

En outre, les efforts d'autosuffisance sont peu réalistes. Les élevages de porcs, de volailles et d'œufs, par exemple, sont tributaires des importations d'aliments pour animaux. Même s'ils produisent selon les normes biologiques, ils ne peuvent pas répondre aux exigences de l'initiative pour les paiements directs en raison de la clause insensée d'autosuffisance. L'initiative fixe donc de mauvaises incitations.

› Non à l'interdiction d'innover et à l'affaiblissement de la place scientifique suisse

La promotion de la recherche, le développement et la formation agricole seront limités par rapport à aujourd'hui. Les financements de la Confédération ne seront désormais autorisés que s'ils soutiennent une agriculture qui n'utilise pas de pesticides pour la production, qui n'a pas recours aux antibiotiques à titre prophylactique ou régulier et qui contribue à la biodiversité.

De telles interdictions restreignent la recherche, entravent l'innovation et empêchent une formation importante. Cela conduit à un affaiblissement de la Suisse en tant que lieu de recherche et d'innovation.

› Non à une plus grande pollution environnementale

Si l'initiative est adoptée, il faut s'attendre à une baisse significative de la production dans l'agriculture suisse. La Suisse devra importer des biens produits selon des normes écologiques inférieures pour compenser le manque d'offre nationale. Il en résultera un logique déplacement des problèmes environnementaux vers l'étranger. En outre, les exploitations à fort effectif de bétail, en particulier, augmenteront leurs capacités de production au détriment de la biodiversité et de l'écologie afin de compenser la perte des paiements directs.

Selon [une étude d'Agroscope](#), l'initiative sur l'eau potable fera augmenter la pollution de l'environnement, au final.

4. En bref

Le PLR est contre les initiatives phytos car...

- › ...une eau potable et une alimentation saine sont déjà garanties.
- › ...le romantisme d'autosuffisance promu par l'initiative sur l'eau potable est absurde et antilibéral.
- › ...elles conduisent une « contrainte biologique » coûteuse et une restriction de la liberté de choix.
- › ...elles désavantagent sérieusement l'industrie alimentaire suisse.
- › ...elles polluent l'environnement et entraînent davantage de déchets alimentaires.
- › ...elles violent les accords commerciaux internationaux.